

voilà la conduite que les Etats-Unis ont adoptée à l'égard du Canada ! (Ecoutez ! écoutez !) Ne devons-nous pas réfléchir et nous demander ce qui va venir ensuite ? Chacun de nous doit songer dans quelle situation nous nous trouverions si l'abolition du système actuel de transit venait tout à coup mettre les Etats-Unis entre l'océan et nous, — et quelle position humiliante nous est faite aujourd'hui par le fait que notre existence nationale dépend presque en entier d'une puissance étrangère et hostile ! (Ecoutez ! écoutez !) Ce n'est pas du bon vouloir que le peuple américain nous a témoigné depuis quelque temps, et la façon dont-il s'y est pris pour nous le faire sentir n'est peut-être qu'un avant-coureur de ce qui doit venir ensuite. Cependant, qu'il ait recours aux mesures extrêmes ou non, est-ce que notre situation actuelle nous offre aucune garantie d'indépendance, ou de continuation de relations avec l'Angleterre. Est-ce que la condition de ce continent et les avertissements éclairés des hommes d'état anglais ne nous disent pas de nous tenir prêts à tout événement, à moins toutefois que nous ne voulions faire partie, et une infime partie de la grande république ? Je comprends jusqu'à quel point ceux qui nourrissent des tendances annexionistes et républicaines doivent se réjouir de notre situation actuelle, et combien ceux qui veulent voir tout ce continent converti en une immense république doivent espérer des difficultés qui pourraient s'élever entre l'Angleterre et ses colonies d'Amérique : mais pour ceux qui pensent différemment, n'est-il pas évident que nous devons adopter quelques mesures, que nous devons travailler à former une nationalité indépendante, mais non ennemie des Etats-Unis, afin de résister aux influences si nombreuses qui nous poussent dans leurs bras ? Nous ne pouvons nous faire illusion sur les conséquences de leurs démarches actuelles, car à moins d'en adopter de contraires, à moins de nous trouver un autre débouché vers l'océan, à moins de créer d'autres débouchés à notre commerce et à nos affaires, ils savent que nous devons inévitablement tomber sous leur dépendance. C'est là une autre raison pour laquelle je désire, et immédiatement, l'union des provinces anglaises ; je voudrais que nous puissions de suite ne former qu'un seul peuple, renverser les barrières qui nous séparent les uns des autres, et nous convaincre de plus en plus que nos intérêts sont communs avec les colonies du golfe et que

nous dépendons les uns des autres, ce qui ne pourra jamais s'accomplir tant que nous serons isolés entre nous, comme nous le sommes aujourd'hui. C'est pourquoi je suis tellement étonné de voir que, du moment où l'on veut concourir à la formation sur ce continent d'une nationalité indépendante des Etats-Unis, on puisse néanmoins faire de l'opposition sans aucun prétexte au projet qui est actuellement devant les chambres. (Ecoutez ! écoutez !) Quant au point de vue financier et commercial, on a tellement discuté cette partie de la question que je crois tout-à-fait inutile d'y rien ajouter. Je sais bien que je ne réussis pas à traiter le sujet aussi habilement que ceux qui m'ont précédé. Mais il est naturel que chaque orateur insiste plus longuement sur le point qui l'a frappé davantage. Je suis persuadé que nous tous les rapports, en vue de nos relations peu rassurantes avec les Etats-Unis, dont nous dépendons actuellement, en vue de notre union avec les provinces anglaises, en vue de notre union avec la métropole, nous manquerions à nos devoirs les plus sacrés si nous différions davantage de chercher à ouvrir de nouveaux débouchés à notre commerce et à notre industrie. Tout le monde sait qu'aujourd'hui nos produits ont à passer par les mains des marchands de New-York avant d'atteindre les provinces maritimes ; ces marchands jouissent ainsi de tous les bénéfices de ce transit qui, vu le désavantage de notre position, est très considérable et est en particulier susceptible d'un accroissement énorme. Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur la position et sur ce qui caractérise chacune de ces provinces, pour juger combien les unes suppléent précisément à ce qui manque aux autres. Il suffira de remarquer à ce propos que, tandis que nous sommes un peuple d'agriculteurs et d'industriels, la population de ces provinces est surtout et demeurera maritime, et manquant, par conséquent, de tout ce que nous serons en état de lui fournir. Je sais fort bien qu'on a prétendu pouvoir ouvrir ces nouveaux débouchés sans union : — mais tout nous presse de devenir un peuple uni, tout nous presse d'identifier nos intérêts et tout nous rend dépendants les uns des autres, et comment accomplir ce résultat sinon par une union politique qui soumettra toutes les colonies à une même législation et à un même gouvernement ? J'irai même plus loin, et ce ne sera peut-être pas trop me hasarder que d'assurer que dix années d'union politique